

DÉMOCRATIQUE · FÉMINISTE · POPULAIRE · UNIVERSALISTE

LE NOUVEAU SOCIALISME DÉMOCRATIQUE FÉMINISTE POPULAIRE UNIVERSALISTE

81ÈME CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE

AVERTISSEMENT

Ne signez pas cette contribution :

- *si vous craignez de prendre position, de porter des idées fortes*
- *si vous voulez juste un congrès de désignation d'un premier secrétaire, ou d'un candidat pour 2027*
- *si vous ne voulez pas vous mouiller*

Signez cette contribution si vous voulez renouer avec la grande histoire socialiste.



1. UNE REFONDATION POPULAIRE POUR SAUVER LA RÉPUBLIQUE

N

ous avons changé d'époque.

La crise sanitaire et l'effondrement environnemental, la guerre en Ukraine et le retour de Donald Trump à la Maison Blanche sont autant d'événements qui montrent que la vision et les valeurs qui ont dominé le monde depuis la chute de l'URSS sont désormais obsolètes.

L'illusion d'un monde pacifié par les vertus du capitalisme a vécu. L'élection à la tête de la première puissance mondiale d'un homme condamné pour agression sexuelle, accusé par des dizaines de victimes, et qui manifeste mépris et grossièreté à l'égard des femmes, a donné à tous les courants et états masculinistes et antiféministes une puissance inédite. Une guerre ouverte est déclarée contre les droits des femmes, les droits sexuels et reproductifs ainsi que l'égalité. Derrière les USA, les états théocratiques et illibéraux s'organisent. La France occupe une place majeure pour y résister.

La République est menacée dans son existence même. Les périls extérieurs se multiplient, à l'heure où la guerre frappe aux portes de l'Union européenne et où notre souveraineté économique, trop facilement abandonnée par la croyance naïve en une mondialisation heureuse, n'est plus assurée. Au sein même de notre pays, la démocratie est mise en péril par la montée d'une droite extrême assumant ouvertement ses desseins autoritaires et ses

connivences avec les puissances impérialistes qui nous sont hostiles.

Sans vent contraire, 2027 sera l'année où l'extrême droite acquerra le pouvoir en France. Ce vent peut venir de la gauche. Le Parti socialiste dispose de la force et de la crédibilité nécessaire pour relever ce défi. Après avoir été l'architecte de l'État-providence et le porte-voix des travailleurs, il paie d'avoir trop cédé, trop pactisé, trop oublié, il a cessé d'être une boussole pour une immense majorité des Français. Il est urgent de se ressaisir. Aux États-Unis comme en Europe, la montée des régimes autoritaires et de l'ultra-droite montre l'incapacité de la gauche à proposer un projet mobilisateur.

Si le Parti socialiste veut retrouver sa place de leader dans le combat politique à gauche, il doit engager une refonte complète de son appareil idéologique et revenir à ses fondamentaux : **le socialisme populaire et républicain.** Ce nouveau socialisme reposera sur un programme de rupture et assumera un « **réformisme révolutionnaire** » tel que l'entendait Jaurès. Le chantier est immense: après des années de tergiversations et de reculs, la gauche doit refaire du travail, de la Nation, de la laïcité, des services publics et de la justice sociale le cœur de son combat. Les luttes en faveur des droits des femmes et de la préservation de l'environnement, caricaturées dans les médias et au bord de connaître un recul historique, doivent être pensées et défendues autrement, en les inscrivant dans un rapport de classes, si nous voulons faire triompher notre projet de société.

2. UNE VISION MONDIALE PROGRESSISTE POUR REMÉDIER AU DÉSORDRE INTERNATIONAL

À

l'heure où les périls internationaux s'accumulent, la refondation du Parti socialiste doit d'abord se traduire par un leadership renouvelé sur la scène internationale. Le socialisme français a toujours exercé une influence sur la scène mondiale grâce au pouvoir de projection de ses idées.

Les socialistes doivent être à l'avant-garde de la lutte contre les néo-impérialismes russe, américain et chinois. La montée des régimes autoritaires appelle une clarification des positions socialistes. Face à la guerre d'agression menée en Ukraine et au conflit à Gaza, nous devons faire preuve de fermeté. **Le désengagement américain doit pousser la France et l'Europe à être totalement autonomes pour leur défense.** Cela implique de redéfinir le cadre de sécurité européen, qui ne doit plus être dicté uniquement par l'OTAN. Des efforts en matière de réarmement sont inévitables.

La diplomatie féministe, que nous avons initiée il y a dix ans et qui rassemble déjà 17 États aux côtés de la France, doit être déployée dans les relations internationales. À l'échelle de l'Union européenne, nous souhaitons que la stratégie pour l'égalité des genres post-2025 comprenne des engagements concrets et des propositions réalisables afin de garantir

l'accès universel aux droits et à la santé sexuels et reproductifs au sein de l'UE et au-delà de ses frontières, tout en agissant de manière décisive pour éliminer les violences fondées sur le genre, aussi bien en ligne que hors ligne.

À l'ONU et dans les instances internationales, la France doit affirmer sa voix : loin de l'effacement atlantiste des dernières années, nous devons défendre un monde multipolaire. En renouant avec l'héritage de la diplomatie gaullo-mitterrandienne et son idéal universaliste, notre pays peut se placer au centre des sujets mondiaux, contribuant à la stabilisation du monde, de l'Europe et de son propre avenir.

L'Union européenne est à un tournant. Le socialisme européen du XXI^e siècle doit cesser de n'être qu'un régulateur du capitalisme mondialisé et redevenir une force de proposition capable de structurer une économie au service du bien commun. Pour cela, il faut d'abord reconnaître nos propres erreurs : **le non-respect des votes et des promesses électorales, à commencer par le référendum de 2005, est une des causes profondes de la crise démocratique que traverse notre pays.** Ce déni démocratique a profondément entamé la confiance du peuple envers ses représentants. Ensuite, nous devons **supprimer les dogmes budgétaires restrictifs** afin d'investir massivement dans la transition énergétique, le développement industriel et notre souveraineté, mais également mettre un terme au dumping social qui a cassé le droit du travail et précarisé les travailleurs européens.

3. UN NOUVEL HORIZON : LA LIGNE POPULAIRE ET RÉPUBLICAINE

P

our renaître, le Parti socialiste doit construire une ligne qui lui permette **d'affirmer une identité propre au sein de la gauche**. Une ligne qui ne sera ni à la remorque de LFI, ni un repli sur des formes passées de la social-démocratie : une ligne populaire et républicaine, qui défend une économie de production décarbonée et le renforcement des services publics, qui ancre les combats sociaux et sociétaux, à commencer par le féminisme, dans la réalité sociale, et enfin qui arbore fièrement un patriotisme républicain, renouant avec l'ambition universaliste.

TRANSFORMER NOTRE MODÈLE ÉCONOMIQUE

Face à la crise écologique et à la concurrence agressive de la Chine et des États-Unis, **il faut redonner à l'État un rôle central dans l'économie**. Cela passe par une planification industrielle et écologique appuyée sur une politique ambitieuse de recherche, la défense de notre agriculture, une revalorisation résolue du travail ainsi qu'une meilleure gestion des finances publiques.

Nous devons rompre avec le dogme de la concurrence libre et non faussée : **la réhabilitation de l'intervention directe de l'État dans le marché et au capital des**

entreprises, le développement d'une vraie planification industrielle et écologique sont indispensables : mobilisation des entreprises publiques, commande publique, conditionnalité des aides publiques, etc. Nécessitant des investissements massifs, cette économie de production décarbonée renforcera la place des PME-ETI dans notre tissu économique et sera créatrice de centaines de milliers d'emplois ouvriers qualifiés. Face au risque de décrochage technologique, **il faut remédier à l'insuffisance globale et récurrente du financement public et privé de la recherche française** en misant notamment sur les technologies d'avenir où un leadership français est encore possible. La numérisation des activités doit également nous conduire à faire du contrôle souverain des infrastructures numériques une priorité au même titre que les autres infrastructures d'eau et d'énergie.

Une grande réforme agricole doit être planifiée. Après s'être désindustrialisée, la France se désagriculture, déléguant à d'autres pays le soin de la nourrir. Nous devons à tout prix inverser cette tendance. Pour cela nous proposons notamment **la fixation de fourchettes de prix pour les matières premières agricoles** pour permettre aux agriculteurs de tirer un revenu décent de leur travail. Nous devons également instaurer **un protectionnisme écologique** en appliquant un principe simple : ce qu'on interdit par la porte ne doit plus pouvoir entrer par la fenêtre. Enfin, nous pensons que la soif d'égalité des socialistes passe aussi par l'alimentation. Il y a en République **un droit au bon dans l'assiette**, qui ne saurait être réservé à quelques-uns.

Nous entendons **faire de la défense d'un travail qui paye et qui émancipe le cœur de la promesse socialiste**. La priorité pour ceux qui se lèvent tôt et rentrent tard, c'est le pouvoir d'achat. Toute personne qui se donne du mal doit gagner suffisamment

pour bien vivre avec sa famille et concrétiser ses projets personnels ou professionnels. Il faut d'urgence **revaloriser le salaire minimum et le point d'indice des fonctionnaires**, tout en négociant avec les organisations syndicales et patronales **une revalorisation du reste de l'échelle des salaires**.

Cinquante ans après la loi « à travail égal, salaire égal », **l'écart de salaire entre les femmes et les hommes s'élève encore à 20%**. La répartition inégale du travail domestique, la sous-rémunération des métiers où les femmes sont surreprésentées et le temps partiel subi freinent les avancées en la matière. Les femmes sont également surreprésentées parmi les bas salaires : 60% des smicards sont des femmes. L'augmentation du SMIC, tout comme la revalorisation des métiers féminisés, sont une urgence sociale et républicaine.

En parallèle, le pouvoir de décision des salariés dans les entreprises doit être renforcé. Comme en Allemagne, **les travailleurs doivent avoir droit à la moitié des sièges au sein des conseils d'administration des grandes entreprises**, tandis que **l'actionnariat salarié doit être étendu**. Nous devons aussi défendre des propositions fortes pour **offrir des protections adaptées aux travailleurs des plateformes**.

Enfin, revendiquons **le sérieux budgétaire comme une vertu de gauche**. Le creusement du déficit en France s'explique avant tout par les baisses d'impôt coûtant 50 milliards d'euros par an aux finances publiques. Nous devons **rétablir la justice fiscale en France en mettant davantage à contribution les plus aisés**. Ainsi, le rétablissement de l'ISF, la réforme de l'impôt sur les donations et l'héritage, la suppression de la flat tax et des niches fiscales et sociales injustes ou inefficaces, ainsi qu'une refonte de l'impôt sur le revenu, permettront de dégager les recettes nécessaires au financement du programme.

Nous devons aussi **défendre l'autonomie fiscale des collectivités territoriales**, mise à mal par les réformes successives de la droite. Il faut arrêter cette hypocrisie consistant à donner toujours plus de compétences aux collectivités avec toujours moins de moyens. La libre administration, c'est avant tout des moyens pour permettre aux élus locaux de remplir leurs missions et de réaliser les projets pour lesquels ils ont été élus.

FAIRE DE L'ÉCOLOGIE UNE GRANDE CAUSE POPULAIRE

Particulièrement vulnérables face au dérèglement climatique, les classes populaires ont tout intérêt à accélérer la décarbonation de notre société. En décidant du relèvement de la taxe carbone en 2018, les mesures imaginées par des technocrates parisiens ont réussi l'exploit de rendre impopulaire l'écologie. L'écologie populaire vise au contraire à défendre la mise en place d'**une politique de transition juste adaptée aux besoins des citoyens**.

L'État doit définir une stratégie claire pour la politique énergétique, qui passe par le développement d'une production électrique indépendante. La maintenance et le développement du parc nucléaire ainsi que la reprise des recherches sont nécessaires pour réussir la transition écologique et réindustrialiser le pays. La France doit également défendre son modèle énergétique. Cela passe par le refus de la privatisation des barrages hydroélectriques exigée par la Commission et par la renégociation des modalités de fixation du prix sur le marché de l'électricité afin de garantir l'accès des Français à une énergie abordable. En parallèle, nous devons déployer à grande échelle les énergies renouvelables, en investissant massivement

dans l'éolien, le photovoltaïque et les filières de chaleur renouvelable.

Nous devons combiner à la réindustrialisation décarbonée **un effort de sobriété dans nos modes de vie et de consommation**, en particulier en luttant contre la fast fashion, en promouvant le « made in France » et en développant la filière du réemploi. Nous réduisons le parc d'équipement au gaz sans que cet effort ne pèse sur les classes moyennes et populaires, en priorisant la rénovation thermique des HLM.

La clef de la révolution écologique réside dans un changement radical de notre modèle d'aménagement. La concentration de la population et de l'activité économique au sein d'une dizaine de métropoles est insoutenable d'un point de vue écologique et a créé une fracture territoriale majeure entre les Français. **L'avenir est à la stabilisation des métropoles et au développement de la France des sous-préfectures, des villes moyennes et des villages.** La France peut être pionnière de ce changement en restaurant les différents outils de l'aménagement du territoire que l'État a abandonnés. Nous défendons en particulier une politique de rachat des locaux vacants pour aider à l'installation de nouveaux commerces, l'ouverture d'antennes universitaires déconcentrées et le développement des petites lignes ferroviaires.

FACE AUX VULNÉRABILITÉS : RENFORCER LES SERVICES PUBLICS

Alors que la **fracture sociale** se creuse au sein de la société française, nous devons être en mesure d'apporter des propositions fortes, nouvelles, pour renouer avec l'exigence de **mixité sociale**, sans quoi la méritocratie est un mot creux. Nous devons rappeler que **le rôle de l'école est d'instruire les enfants** – corriger les inégalités sociales et culturelles, développer l'esprit critique et faire émerger une culture scientifique partagée – et que cela ne peut se faire que si la laïcité est intransigeante.

Le cycle éducatif doit être pensé de la naissance à l'entrée dans la vie active. Le déterminisme social se joue dès la plus tendre enfance et c'est pourquoi il est urgent d'instaurer **un véritable service public de la petite enfance** en développant massivement l'offre de garde en crèche. Concernant l'école primaire et secondaire, il faut commencer par **revaloriser le métier d'enseignant**, en augmentant leur rémunération et en revoyant leur formation. En parallèle, **la carte scolaire doit être revue, les moyens des REP renforcés**, notamment pour réduire les effectifs par classe et développer le soutien scolaire. Enfin, **le financement des écoles sous contrat doit être conditionné au respect des exigences de mixité sociale.**

Le Parti socialiste doit se positionner sur la question des écrans, qui est sous-estimée dans le débat politique. C'est à tort que nous avons réduit l'accès à internet et aux réseaux sociaux à une question de liberté individuelle, car l'exposition massive

aux écrans nuit au développement de l'enfant. Alors que dans les écoles privées où sont scolarisés les enfants des cadres, le « sans écran » est privilégié, les enfants des ménages modestes sont les plus exposés et leurs parents démunis en l'absence de réponse collective. Il est urgent de mettre un terme à cette lâcheté. Il faut une **éthique socialiste du numérique**, qui est désormais un sujet de santé publique.

En matière d'enseignement supérieur, nous devons **améliorer les conditions de vie des étudiants** en construisant 15 000 logements supplémentaires par an, en étendant l'ouverture des restaurants universitaires aux soirs et aux week-ends avec le repas à 1 euro. Les conditions de travail dans la recherche doivent être améliorées dès le stade du doctorat. En parallèle, l'État doit maintenir **l'ambition d'une université publique forte** et limiter l'expansion de l'enseignement privé supérieur lucratif. Une de nos priorités doit être **d'investir massivement dans les filières technologiques et professionnelles** et de réfléchir à une nouvelle grande réforme qui ramènerait le baccalauréat professionnel à quatre années et renforcerait la place de ces formations dans le supérieur.

Trop souvent oubliée, la culture est un formidable outil d'émancipation qu'il faut se réapproprier : en soutenant la création, par **l'instauration d'une redevance sur les droits patrimoniaux des créateurs à partir de leur décès** ; en la démocratisant, en recentrant le Pass culture sur son volet scolaire, et en favorisant l'émergence d'**une culture locale populaire**, notamment à travers le lancement d'un grand plan pour le patrimoine rural.

L'hôpital public doit être renforcé. Face à la concurrence avec un système privé qui se positionne sur les actes et patients dits rentables, les moyens des établissements publics sont devenus insuffisants. Nous

devons à tout prix **faire reculer les déserts médicaux**, en assumant de réguler l'installation des médecins. En parallèle, le secteur des EHPAD et des aides à domicile, dont les professions sont largement féminisées et précarisées, est à bout de souffle, entre pénurie de personnel et restes à charge insoutenables pour les familles. Il est inacceptable qu'une société moderne abandonne ses aînés. Le Parti socialiste doit être le parti du **droit à vieillir dans la dignité**, en particulier pour les femmes, et s'atteler à la préparation d'**une loi grand âge**.

Concernant plus de 14 millions de personnes, **le handicap est un sujet social écrasant mais largement ignoré de la classe politique**. Nous voulons en faire une priorité, imposer ce thème dans le débat public et apporter des solutions concrètes au Parlement. **Un plan d'urgence pour le handicap** est nécessaire : au-delà de la revalorisation de l'AAH, il faut mettre en place une véritable politique d'accès à l'emploi, notamment avec le développement de postes d'ESAT hors les murs, et atteindre l'accessibilité universelle. Des moyens supplémentaires sont également nécessaires pour les enseignants, le recrutement et la revalorisation des AESH, afin d'assurer une meilleure intégration des élèves en situation de handicap dans les écoles, tout en augmentant les places dans les établissements spécialisés. Il faut enfin créer un véritable statut d'aidant.

Nous sommes profondément attachés à la sécurité sociale, alors que son avenir est menacé par l'assèchement de son financement orchestré par la droite. Nous voulons **renouer avec l'idée de « grande sécu »**, en instaurant une complémentaire obligatoire d'assurance maladie directement adossée au régime général tout en renforçant les missions de prévention des organismes mutualistes.

Sur le sujet central des retraites, il est temps

que les socialistes aient un projet autonome, **en faisant tomber le principe, faussement égalitaire, d'un âge légal de départ identique pour tout le monde.** Rappelons qu'un ouvrier a deux fois plus de chances de mourir avant 60 ans qu'un cadre et meurt en moyenne six ans plus tôt. Notre système est profondément inégalitaire : en l'état actuel, les ouvriers et employés travaillent toute leur vie pour financer la retraite des cadres ! Alors que les « comptes pénibilité » sont voués à l'échec, nous militons pour que **l'âge de départ à la retraite soit modulé en fonction de la pénibilité des professions** pour une solidarité interprofessionnelle.

Le Parti socialiste doit faire du **retour des services publics de proximité** sa priorité. Nous proposons la **création de Maisons de la République financées par l'État dans toutes les villes de plus de 1000 habitants.** Bien plus ambitieuses que les France Service, les Maisons de la République aideront les citoyens dans toutes leurs démarches et assureront un suivi régulier et humain tout en apportant une réponse au problème du non-recours.

Nous devons également **apporter des solutions fortes à la crise du logement** : face à la financiarisation du marché immobilier nous assumerons de réguler ce dernier, y compris **en taxant les résidences secondaires vides** et **en luttant contre les excès d'Airbnb**, et **d'encadrer davantage les loyers.** Il faut également **construire de nouveaux logements sociaux, réduire à 5,5 % la TVA sur les constructions neuves** et soutenir un **accès abordable à la propriété.** Le modèle des **Community Land Trust** promu par Bernie Sanders, transposé en France via le Bail réel solidaire, doit être considérablement développé.

ROMPRE AVEC L'ORDRE PATRIARCAL

Depuis plusieurs décennies, et encore en 2024 avec la constitutionnalisation du droit à l'IVG, les socialistes féministes ont joué un rôle majeur dans le combat pour l'émancipation des femmes. Être féministe exige une observation aigüe des mécanismes de domination. Le libéralisme économique et la marchandisation de toutes les activités humaines sont sans limites. C'est pourquoi, en cohérence, **les socialistes s'opposent à toute forme d'exploitation sexuelle et reproductive.**

L'acculturation au féminisme est loin d'être achevée. Le féminisme n'est pas simplement un argument de marketing politique : c'est une bataille culturelle, du quotidien, qui implique les individus dans leur vie publique et personnelle ; c'est une pratique dans nos propres organisations, dans notre rapport au reste de la société, et dans notre conception des politiques publiques. Il est essentiel de systématiquement évaluer l'impact de nos positions et de nos projets sur les femmes. Notre rôle, nous socialistes, est **d'encourager les femmes à revendiquer leurs droits et à dénoncer le sexisme.**

Le féminisme, c'est aussi **faire le choix de la sororité**, soutenir les réseaux féministes dans et hors du parti, lutter contre les comportements paternalistes et patriarcaux, cesser de considérer que les sujets portés par les femmes sont des sujets de second plan. Le nouveau socialisme mettra toutes ses forces pour **faire triompher les combats féministes.**

Comme l'ont rappelé les milliers de femmes mobilisées sur les ronds-points en 2018, **sans justice sociale, le féminisme est un concept abstrait.** Nous défendons donc un féminisme populaire, qui fera de l'égalité réelle le cœur de son combat. Il aura aussi pour objectif d'offrir des conditions de vie

dignes aux mères célibataires et à leurs enfants. Nous apporterons des solutions concrètes aux **familles monoparentales**, souvent dans des situations précaires.

Par ailleurs, il est urgent **d'intensifier la lutte contre les violences sexistes et sexuelles**, en soutenant une loi intégrale réclamée de longue date par les associations féministes, qui portera le budget alloué à cette question à 2,6 milliards d'euros, et en engageant **un plan contre les violences intra-familiales**, en nous inspirant de ce qu'a fait le gouvernement socialiste en Espagne.

RETROUVER LE TEMPS DE L'ÉMANCIPATION RÉPUBLICAINE

Nous sommes favorables à une révision constitutionnelle majeure, dont un des piliers sera l'instauration du référendum d'initiative citoyenne en toutes matières. Cette revendication, portée par les Gilets jaunes, est un levier puissant pour réconcilier les citoyens avec la politique.

Cette réforme institutionnelle doit également redonner de la stabilité au système en **rationalisant l'exécutif**, et **renforcer les droits du Parlement**, notamment **en découplant les mandats présidentiels et législatifs** et **en supprimant l'article 40 de la Constitution**. Au-delà de ces grands axes, ce sujet est trop important pour être imposé par la direction du parti. Nous devons, au contraire, faire émerger une position qui nous rassemblera en lançant un cycle de réflexion avec les militants sur l'avenir des institutions.

Le Parti socialiste doit réaffirmer avec force son attachement à l'universalisme français, qui implique une exigence de laïcité. Nous devons conforter la loi de 1905 comme pilier de la République car la laïcité

est le ciment du pacte républicain, la condition même de la liberté de conscience, de l'égalité devant la loi et de la fraternité. **Nous proposons d'intégrer les deux premiers articles de la loi de 1905 dans la Constitution** en créant un **Défenseur de la laïcité**, sur le modèle du Défenseur des droits.

Contre toute forme de relativisme, de droite comme de gauche, il nous faut sans cesse rappeler que le combat contre le racisme, l'antisémitisme, le sexisme et toutes les discriminations n'est pas négociable. **Chaque fois que la gauche s'éloigne de ce message universaliste, elle trahit son histoire et l'idée même d'émancipation.** À ce titre, il nous faut combattre sans relâche la volonté de la droite extrême d'instrumentaliser la laïcité pour mettre à l'index la religion musulmane.

Le socialisme républicain que nous défendons suppose aussi que la gauche se réapproprie les questions d'ordre et de sécurité, trop longtemps délaissées au profit de la droite. **Bannir l'insécurité, dont les classes populaires sont les premières victimes, doit être une de nos priorités.** Alors qu'aucune leçon n'a été tirée par le pouvoir en place des émeutes urbaines de juin 2023, nous défendons **le rétablissement de la police de proximité** et **l'abandon de l'absurde politique du chiffre** mise en place par Nicolas Sarkozy. L'appel à plus d'ordre et de sécurité venant du peuple doit être entendu, en intensifiant la **lutte contre le narcotrafic, la cyberdélinquance, les réseaux de proxénétisme et les cambriolages**. Cette politique de sécurité doit aller de pair avec une réforme de la formation des policiers et un contrôle indépendant de leurs actions.

La justice doit voir ses moyens renforcés. Pour faire baisser la récidive, il faut mettre en place **une véritable politique de réinsertion**, en centrant les peines sur la réalisation d'un projet. Il est aussi essentiel

de **renforcer la place des victimes** à toutes les étapes de la procédure pénale. Nous devons enfin explorer des solutions pour améliorer **la justice du quotidien**, comme la création d'un juge de paix traitant des petits litiges restant aujourd'hui sans réponse.

Fidèles à l'histoire décentralisatrice de notre parti, nous appelons à **dépasser les mirages de la différenciation et de l'autonomie législative des collectivités**. Plus que des fétiches constitutionnels, elles ont avant tout besoin de la puissance publique dans son ensemble, et de moyens concrets pour atteindre l'égalité réelle.

Cette vision implique aussi que **les territoires d'outre-mer cessent d'être les grands oubliés de la République**. Nous devons engager un plan d'investissement massif dans les infrastructures pour favoriser le développement de ces territoires et intensifier la lutte contre la vie chère en prenant des mesures fortes contre les monopoles et oligopoles.

4. UNE NOUVELLE MÉTHODE : LE SOCIALISME PAR LA PREUVE

P

our redevenir audible, nous devons **redevenir un parti représentatif de la société, en appliquant la parité populaire**. Le Parti socialiste ne peut prétendre porter les intérêts et les aspirations des classes populaires en étant quasi-exclusivement représenté par des cadres.

Le rendez-vous manqué entre la gauche et les Gilets jaunes est symptomatique de cette déconnexion. Rien n'a été fait de ce mouvement pourtant central dans notre histoire contemporaine, qui a su ramener au débat tant de gens qui s'en étaient détournés par dépit. Tout comme mai 68 avait irrigué les projets de gauche des années 70 et 80, **les combats des Gilets jaunes doivent nourrir la refondation idéologique du socialisme**.

La parité et la mixité doivent être des principes fondamentaux, traduits par une représentation équilibrée et juste de la base au sommet de notre organisation. Nous n'accepterons plus les artifices de congrès pour calmer les revendications de celles et ceux qui réclament plus de justice. Nous devons abolir les plafonds de verre et les excuses usuelles qui freinent l'avancée vers une réelle équité. **Nous appelons à une application immédiate de la parité et de la mixité à tous les échelons, sans exception**. Nous devons en particulier valoriser la place et l'engagement des

femmes issues des milieux modestes et des zones rurales, sous-représentées dans les sphères décisionnelles.

Nous devons aussi transformer en profondeur le parti et sa méthode. Si le socialisme a émergé historiquement dans le monde ouvrier français, c'est avant tout par **son travail concret au service des classes populaires et moyennes.** C'est avec ce socialisme par la preuve que nous reconquerrons ceux qui ont perdu confiance en nous. Il doit reposer sur trois piliers.

RETROUVER LA FIERTÉ MILITANTE

Pour faire du Parti socialiste le principal parti agissant concrètement pour les citoyens, nous proposons de déployer des initiatives sur tout le territoire :

- **Ouvrir au moins une permanence d'accès aux droits et d'aide administrative par département,** sur le modèle de notre expérimentation **Service public populaire.** Proposer aux militants de consacrer un peu de leur temps à une action concrète ayant une incidence directe sur la vie des gens redonnera fierté et confiance aux militants, en créant des dynamiques locales tout en alimentant leur réflexion.
- **Construire avec les fédérations des initiatives adaptées aux besoins de leurs territoires.** Si les actions déjà menées ont trouvé un écho favorable chez les citoyens concernés, c'est parce qu'elles ont été pensées par des personnes ayant une connaissance intime de la réalité de chaque territoire. C'est pourquoi **nous invitons chaque fédération à réfléchir à des initiatives pouvant répondre à des situations vécues sur leur territoire,** qui exigent un soutien urgent. À titre d'exemple, nous avons créé le collectif "Ascenseurs

en colère", qui se mobilise pour lutter contre les pannes d'ascenseurs dont la multiplication gâche la vie des habitants dans les tours.

- **Développer le militantisme numérique en s'appuyant sur une équipe permanente de spécialistes.** C'est un chantier prioritaire, car aujourd'hui nous sommes distancés par les mouvements qui fondent leur visibilité sur le numérique.

FAIRE DU PARTI UN ESPACE D'APPRENTISSAGE ET D'ASCENSION SOCIALE

Les partis politiques n'assurent plus une formation de leurs militants comme ce fut le cas par le passé. Pourtant l'envie de militer n'a pas disparu, elle a simplement migré vers d'autres structures. C'est pourquoi nous devons relancer la formation militante :

- **Intégrer au parti l'École de l'engagement,** première école française de formation politique des classes populaires que nous avons créé en 2021 et qui a déjà fait ses preuves.
- **Relancer les universités permanentes du Parti aux niveaux national, régional et départemental,** afin de permettre aux militants de développer une grille de lecture et une expertise qu'ils mettront à profit pendant les campagnes électorales, **renforcer l'offre de formation des élus locaux,** et **proposer à chaque fédération de déployer des rencontres de la laïcité.**
- **Développer une bibliothèque virtuelle** accessible aux militants et élus du PS

en associant les bonnes volontés pour proposer des synthèses d'ouvrage, des rapports d'institutions et de think-tank. Cela permettra aussi de proposer une revue de presse hebdomadaire.

Ainsi, le parcours militant ne doit plus être un labyrinthe où l'élan initial se heurte aux murs de l'inertie et où l'enthousiasme se dilue face aux structures rigides. Il est impératif de repenser le parcours militant pour permettre une détection et une promotion efficaces des talents, en instaurant un chemin clair et structuré, en valorisant le mérite, l'engagement et l'audace comme des critères d'accès aux responsabilités.

PLACER LE PARTI AU CŒUR DES LUTTES, DES RÉFLEXIONS ET DES INNOVATIONS

- **Instaurer un échange régulier avec les syndicats et associations**, et pas seulement lorsque l'actualité l'exige, en mettant en place un cycle permanent d'échange. Ce dialogue traduira en actes la vision de la société que nous portons, totalement réfutée depuis 2017, où les corps intermédiaires occupent une place centrale.
- **Construire un espace de dialogue permanent avec les think tank généralistes et spécialisés proches du PS**, en dédiant une équipe à la construction de cet espace.

Renouer avec le socialisme municipal populaire. La structuration d'une nouvelle offre politique et la reconnexion de celle-ci avec les préoccupations de la France populaire doit se traduire par des initiatives municipales concrètes. Les projets des candidats socialistes aux élections municipales de 2026 doivent incarner cette nouvelle méthode par des

propositions comme la mise en place d'un **statut municipal de famille monoparentale**, de la **cantine scolaire à 1 euro**, de la **lutte contre la désertification médicale** ou de la création de **polices municipales de proximité**.

- **Lancer des Assises de la transformation.** Parce que nous devons absolument opposer à la droite extrême un projet construit, nous proposons la tenue de ce grand travail intellectuel et militant afin de poser les fondations d'un projet qui puisse réunir toute la gauche.
- Engager une série de conventions ouvertes sur l'extérieur afin de construire **un programme commun de législation**.

Sans le NFP il n'y aurait pas eu de front républicain. **Mais la séquence post-législatives a prouvé que les conditions ne sont réunies ni pour un accord programmatique avec LFI, ni pour gouverner ensemble.** Sur les questions de démocratie et les enjeux internationaux, les divergences sont trop profondes. Rien ne sera possible avec ceux qui ont décidé de s'attaquer aux maires socialistes en 2026.



Le socialisme a été, dans l'histoire, une force de résistance et de transformation. Aujourd'hui, le Parti socialiste est un édifice dont les murs tiennent encore, mais où plus personne ne vit. Sans le socialisme, c'est l'idée même de progrès social tel que nous le concevons qui sombre. Comme le disait Mitterrand : **« N'abandonnons pas le mot de socialisme, car quelqu'un ramassera le drapeau. »** Aujourd'hui nous le ramassons et nous entendons proposer un nouveau modèle de socialisme pour faire renouer la gauche avec celles et ceux qu'elle a oubliés.

DEMOCRATIQUE · FÉMINISTE · POPULAIRE · UNIVERSALISTE

